

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Giguère, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____

Date 2019-06-21

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (« l'entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Autre point

Les états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion modifiée en date du 1er juin 2018.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2019-06-21

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	6 942 012	7 030 277	6 928 722
Compensations tenant lieu de taxes	2	86 595	91 785	94 674
Quotes-parts	3			436 545
Transferts	4	237 022	453 312	694 160
Services rendus	5	557 888	593 314	386 576
Imposition de droits	6	399 370	515 983	486 267
Amendes et pénalités	7	110 799	110 593	104 220
Revenus de placements de portefeuille	8	10 000	21 105	21 929
Autres revenus d'intérêts	9	57 268	86 020	89 376
Autres revenus	10		2 723 584	198 503
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 400 954	11 625 973	9 440 972
Charges				
Administration générale	14	1 331 118	1 324 291	1 303 820
Sécurité publique	15	1 997 708	1 955 356	1 921 618
Transport	16	1 743 768	1 544 259	1 600 633
Hygiène du milieu	17	1 962 698	2 842 014	1 916 865
Santé et bien-être	18	52 954	52 772	52 968
Aménagement, urbanisme et développement	19	380 245	382 212	343 959
Loisirs et culture	20	959 158	1 030 944	933 809
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	187 691	188 297	208 627
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 615 340	9 320 145	8 282 299
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(214 386)	2 305 828	1 158 673
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		22 404 256	21 246 028
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(445)
Solde redressé	28		22 404 256	21 245 583
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice				
	29		24 710 084	22 404 256

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	948 525	1 866 469
Débiteurs (note 5)	2	3 554 211	3 958 596
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	4 502 736	5 825 065
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	25 970	
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 548 585	1 334 498
Revenus reportés (note 12)	12	127 625	205 352
Dette à long terme (note 13)	13	5 603 717	6 953 532
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	114 827	132 304
	15	7 420 724	8 625 686
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(2 917 988)	(2 800 621)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	27 507 872	25 097 497
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	60 808	52 296
Autres actifs non financiers (note 17)	20	59 392	55 084
	21	27 628 072	25 204 877
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	24 710 084	22 404 256

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget	Réalizations	
		2018	2018	2017
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(214 386)	2 305 828	1 158 673
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	4 115 144 ) (	2 164 562)
Produit de cession	3		2 621	7 500
Amortissement	4	925 545	1 683 150	1 147 216
(Gain) perte sur cession	5		18 998	660
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	925 545	(2 410 375)	(1 009 186)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(8 512)	24 044
Variation des autres actifs non financiers	10		(4 308)	4 780
	11		(12 820)	28 824
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			95
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	711 159	(117 367)	178 406
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(2 800 621)	(2 979 027)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(2 800 621)	(2 979 027)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(2 917 988)	(2 800 621)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 305 828	1 158 673
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 683 150	1 147 216
Autres			
- Perte sur cession	3	18 998	660
-	4		
	5	4 007 976	2 306 549
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	404 385	889 000
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	214 087	(32 087)
Revenus reportés	9	(77 727)	71 769
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(17 477)	(2 310)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(8 512)	24 044
Autres actifs non financiers	13	(4 308)	5 319
	14	4 518 424	3 262 284
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 115 144)	(2 164 562)
Produit de cession	16	2 621	7 500
	17	(4 112 523)	(2 157 062)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23		652 188
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 350 589)	(1 294 442)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	774	1 525
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 349 815)	(640 729)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(943 914)	464 493
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 866 469	1 402 420
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		(444)
Solde redressé	33	1 866 469	1 401 976
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	922 555	1 866 469

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe aux partenariats suivants :

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes
- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

Les comptes de la municipalité et des organismes compris dans son périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les taux de participation de la municipalité dans les opérations des partenariats auxquels elle participe sont les suivants:

- Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes	29,76 %
- Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	19,17 %
- Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	14,11 %

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et des avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

b) Actifs non financiers

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin d'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage & équipement	10 ans
Autres	20 ans
Améliorations locatives	10 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des Fonds de parcs et terrains de jeux et Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par les fonds.

E) Revenus
Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les crédateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Pour chacun des régimes, la charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi RRSM). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires car celui-ci doit être fait de façon globale, par régime, sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la note 8 sur les effets de la Loi RRSM. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu, dans la «Section 3 - Commentaires sur les résultats» du Rapport 2018 sur la comptabilité des avantages sociaux futurs des régimes de retraite à prestations déterminées auxquels participent les employés de la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

- Avantages sociaux futurs
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Actifs éventuels

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Puisque la municipalité n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Droits contractuels

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

La municipalité n'avait aucun droit contractuel au 31 décembre 2018. Cette nouvelle norme comptable a été appliquée de façon prospective.

Information relative aux apparentés et opérations interentités

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté la norme SP 2200, Information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable. Ces nouvelles normes comptables sont appliquées de façon prospective.

Puisque la municipalité n'a conclu aucune opération interentités ni aucune opération entre apparentés au cours de l'exercice, aucune information n'a été présentée aux états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	949 725	856 318
Découvert bancaire	2	(27 170)	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		1 010 151
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	922 555	1 866 469
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	346 912	344 077
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 869 470	2 231 257
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	430 254	567 845
Organismes municipaux	15	725 970	639 993
Autres			
- Droits de mutation	16	136 681	133 474
- Autres comptes à recevoir	17	44 924	41 950
	18	3 554 211	3 958 596
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	1 119 236	1 500 586
Organismes municipaux	20	488 830	569 915
Autres tiers	21		
	22	1 608 066	2 070 501
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	23		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts			
	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		
Note			

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(114 827)	(132 304)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(114 827)	(132 304)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	78 729	83 695
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	67 026	60 188
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	18 642	18 145
	43	164 397	162 028

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
10. Emprunts temporaires		
La municipalité dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000\$ qui portent intérêts au taux préférentiel et qui sont renouvelables annuellement. Ces facilités de crédit ne sont pas utilisées au 31 décembre 2018.		
<i>Régie de police du Lac des Deux-Montagnes</i>		
La Régie de police du Lac des Deux-Montagnes dispose d'un emprunt bancaire autorisé de 750 000\$ au 31 décembre 2018, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 14.11%), au taux préférentiel. Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2018.		

11. Créiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	47	678 188	553 215
Salaires et avantages sociaux	48	365 652	357 482
Dépôts et retenues de garantie	49	329 307	334 967
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	53	29 150	27 863
- Organismes municipaux	54	146 288	46 843
- Autres	55		14 128
-	56		
-	57		
	58	1 548 585	1 334 498

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	59	9 610	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	37 226	30 136
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	61 419	153 208
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Produits de la criminalité	68	16 370	5 202
- Autres	69		10 806
- Politique familiale	70		6 000
- Projet ORM	71	3 000	
	72	127 625	205 352

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018					2017	
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,70	3,18	2019	2037	73	5 608 065	6 958 654
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	5 608 065	6 958 654
Frais reportés liés à la dette à long terme					82(	4 348 ) (	5 122)
					83	5 603 717	6 953 532

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018	
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2019	84	92	1 684 065	100	109	117	1 684 065
2020	85	93	803 860	101	110	118	803 860
2021	86	94	621 840	102	111	119	621 840
2022	87	95	469 584	103	112	120	469 584
2023	88	96	308 985	104	113	121	308 985
2024 et +	89	97	1 719 731	105	114	122	1 719 731
	90	98	5 608 065	106	115	123	5 608 065
Intérêts et frais accessoires				107 (	)	124()
	91	99	5 608 065	108	116	125	5 608 065

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(2 917 988) (2 800 621)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 () (
Autres	128 () (
	129	(2 917 988) (2 800 621)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	7 438 229	158	1 252 324	185	(306 699)	212	8 997 252
Eaux usées	131	17 379 463	159	1 075 763	186		213	18 455 226
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	5 651 473	160	1 261 669	187	(46 924)	214	6 960 066
Autres	133	2 478 540	161	429 458	188	63	215	2 907 935
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 127 735	163		190		217	4 127 735
Améliorations locatives	136	42 836	164	1 236	191	14 128	218	29 944
Véhicules	137	939 294	165	237 755	192	29 541	219	1 147 508
Ameublement et équipement de bureau	138	703 284	166	17 965	193	(24 845)	220	746 094
Machinerie, outillage et équipement divers	139	892 372	167	48 892	194	161 663	221	779 601
Terrains	140	124 651	168	11 500	195		222	136 151
Autres	141	96 124	169		196	(1 447)	223	97 571
	142	39 874 001	170	4 336 562	197	(174 520)	224	44 385 083
Immobilisations en cours	143	756 168	171	(221 418)	198	(35 933)	225	570 683
	144	40 630 169	172	4 115 144	199	(210 453)	226	44 955 766
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	2 869 662	173	201 610	200	168 715	227	2 902 557
Eaux usées	146	5 682 805	174	923 317	201	(488 740)	228	7 094 862
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	2 786 303	175	183 709	202	(12 496)	229	2 982 508
Autres	148	1 670 305	176	109 159	203	473 543	230	1 305 921
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 187 249	178	105 871	205		232	1 293 120
Améliorations locatives	151	12 693	179	2 922	206	10 158	233	5 457
Véhicules	152	597 166	180	64 697	207	8 279	234	653 584
Ameublement et équipement de bureau	153	561 901	181	48 742	208	10 958	235	599 685
Machinerie, outillage et équipement divers	154	106 636	182	39 856	209	(402 489)	236	548 981
Autres	155	57 952	183	3 267	210		237	61 219
	156	15 532 672	184	1 683 150	211	(232 072)	238	17 447 894
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	25 097 497					239	27 507 872
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241 (		244 (		246 (		248 ()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
-	256	47 264	55 084
- Autres	257	12 128	
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	59 392	55 084
<hr/>			
Note			
<hr/>			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

Contrats

La municipalité s'est engagée à payer au cours des prochains exercices, les sommes suivantes relatives aux contrats qu'elle a octroyés:

	2019	2020	2021	2022	2023
Matières résiduelles	404 545\$	404 545\$	404 545\$	404 545\$	354 365\$

De plus, la quote-part de la Municipalité relativement aux engagements des organismes apparentés est la suivante:

	2019	2020	2021	2022	2023
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	58 193\$	16 025\$	9 174\$	8 441\$	7 720\$

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale et également présentés dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

25 Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données des réalisations de 2017 et du budget 2018 ont été reclassées ou regroupées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017		Budget 2018		Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1	6 928 722	6 942 012	7 030 277				7 030 277
Compensations tenant lieu de taxes	2	94 674	86 595	91 785				91 785
Quotes-parts	3						1 781 235	
Transferts	4	333 021	226 594	274 727			10 722	285 449
Services rendus	5	394 707	516 246	590 944			61 049	593 314
Imposition de droits	6	486 267	399 370	515 983				515 983
Amendes et pénalités	7	7 600	5 000	6 076			104 517	110 593
Revenus de placements de portefeuille	8	21 929	10 000	21 105				21 105
Autres revenus d'intérêts	9	89 367	57 220	86 020				86 020
Autres revenus	10	35 206		36 824			(211)	36 613
Effet net des opérations de restructuration	11							
	12	8 391 493	8 243 037	8 653 741			1 957 312	8 771 139
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15	341 732		167 863				167 863
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17			2 441 928				2 441 928
Autres	18	162 043		245 043				245 043
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19							
	20	503 775		2 854 834				2 854 834
	21	8 895 268	8 243 037	11 508 575			1 957 312	11 625 973
Charges								
Administration générale	22	1 262 957	1 260 313	1 268 047		56 244		1 324 291
Sécurité publique	23	1 820 800	1 789 568	1 859 649		59 994	1 340 532	1 955 356
Transport	24	1 408 058	1 529 278	1 323 147		221 112		1 544 259
Hygiène du milieu	25	1 510 447	1 568 124	2 065 746		507 522	803 841	2 842 014
Santé et bien-être	26	52 968	52 954	52 772				52 772
Aménagement, urbanisme et développement	27	336 553	374 377	376 382		5 830		382 212
Loisirs et culture	28	811 498	857 765	886 953		143 991		1 030 944
Réseau d'électricité	29							
Frais de financement	30	130 927	131 502	130 273			58 024	188 297
Effet net des opérations de restructuration	31							
Amortissement des immobilisations	32	920 165	925 545	994 693 (		994 693 (
	33	8 254 373	8 489 426	8 957 662			2 202 397	9 320 145
	34	640 895	(246 389)	2 550 913			(245 085)	2 305 828
Excédent (déficit) de l'exercice								

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Réalizations 2017		Budget 2018		Réalizations 2018	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenaires	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	640 895	(246 389)	2 550 913	(245 085)	2 305 828
Moins: revenus d'investissement	2	(503 775)	()	2 854 834	()	2 854 834
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	137 120	(246 389)	(303 921)	(245 085)	(549 006)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	920 165	925 545	994 693	688 457	1 683 150
Produit de cession	5	7 500		2 000	621	2 621
(Gain) perte sur cession	6	660		18 508	490	18 998
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	928 325	925 545	1 015 201	689 568	1 704 769
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(591 189)	613 796	512 228	324 690	836 918
	18	(591 189)	(613 796)	(512 228)	(324 690)	(836 918)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(87 669)	10 804	8 258	32 462	40 720
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	41 452		236 680	22 038	258 718
Excédent de fonctionnement affecté	21	151 218		313 068		313 068
Réserves financières et fonds réservés	22	(102 691)	(54 556)	(132 680)	20	(132 660)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(6 515)	(6 515)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	2 310	(65 360)	408 810	(16 919)	391 891
	26	339 446	246 389	911 783	347 959	1 259 742
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	476 566		607 862	102 874	710 736

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Réalizations 2018		
		Administration municipale		Administration municipale		Total consolidé ¹
Revenus d'investissement		1	503 775	2 854 834		2 854 834
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Acquisition						
	Administration générale	2	(80 290)	(491 703 )	(	( 491 703)
	Sécurité publique	3	(13 741)	(151 987 )	(	( 215 021)
	Transport	4	(571 864)	(1 000 742 )	(	( 1 000 742)
	Hygiène du milieu	5	(181 268)	(2 162 037 )	(	( 2 163 663)
	Santé et bien-être	6	()	()	(()
	Aménagement, urbanisme et développement	7	(7 696)	()	(()
	Loisirs et culture	8	(601 193)	(244 015 )	(	( 244 015)
	Réseau d'électricité	9	()	()	(()
		10	(1 456 052)	(4 050 484 )	(	( 4 115 144)
Propriétés destinées à la revente						
	Acquisition	11	()	()	(()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
	Émission ou acquisition	12	()	()	(()
Financement						
	Financement à long terme des activités d'investissement	13	340 000	(51 238)		(51 238)
Affectations						
	Activités de fonctionnement	14	87 669	8 258	32 462	40 720
	Excédent accumulé					
	Excédent de fonctionnement non affecté	15	287 696		23 039	23 039
	Excédent de fonctionnement affecté	16			9 159	9 159
	Réserves financières et fonds réservés	17	54 818	135 768		135 768
		18	430 183	144 026	64 660	208 686
		19	(685 869)	(3 957 696)		(3 957 696)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
		20	(182 094)	(1 102 862)		(1 102 862)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2017		2018	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 451 114	538 948	409 577	948 525
2 Débiteurs (note 5)	3 227 117	3 127 592	426 619	3 554 211
3 Prêts (note 6)				
4 Placements de portefeuille (note 7)				
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)				
7 Autres actifs financiers (note 9)				
8	4 678 231	3 666 540	836 196	4 502 736
PASSIFS				
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)			25 970	25 970
10 Emprunts temporaires (note 10)				
11 Créditeurs et charges à payer (note 11)	1 006 268	1 261 333	287 252	1 548 585
12 Revenus reportés (note 12)	189 344	111 255	16 370	127 625
13 Dette à long terme (note 13)	5 351 719	4 660 594	943 123	5 603 717
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)			114 827	114 827
15	6 547 331	6 033 182	1 387 542	7 420 724
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)				
16	(1 869 100)	(2 366 642)	(551 346)	(2 917 988)
ACTIFS NON FINANCIERS				
17 Immobilisations (note 15)	20 694 427	23 729 710	3 778 162	27 507 872
18 Propriétés destinées à la revente (note 16)				
19 Stocks de fournitures	52 296	60 808		60 808
20 Autres actifs non financiers (note 17)	42 604	47 264	12 128	59 392
21	20 789 327	23 837 782	3 790 290	27 628 072
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
22 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	635 309	888 614	120 210	1 008 824
23 Excédent de fonctionnement affecté	590 887	331 643	9 875	341 518
24 Réserves financières et fonds réservés	1 386 023	1 482 805	46 157	1 528 962
25 (Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	139 344 ) (	121 862 ) (	91 974 ) (	213 836)
26 Financement des investissements en cours	(477 189)	(1 615 868)		(1 615 868)
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16 924 541	20 505 808	3 154 676	23 660 484
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés				
29	18 920 227	21 471 140	3 238 944	24 710 084

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2018	2018	2018	2017
Rémunération	1	1 541 009	1 554 080	2 481 906	2 452 749
Charges sociales	2	304 947	303 922	528 932	505 814
Biens et services	3	3 234 892	3 362 398	3 606 799	3 496 936
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	105 140	104 216	148 556	151 549
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	6	26 162	25 864	36 586	50 315
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	200	193	3 155	6 763
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	2 271 764	2 418 916	637 681	410 347
Transferts	10				
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	53 268	186 610	186 610	58 390
Amortissement des immobilisations	14	925 544	994 693	1 683 150	1 147 216
Autres					
- Créances douteuses	15		1 720	1 720	1 000
- Autres réclamations dommages	16	1 500			1 220
- Subvention	17	25 000	5 050	5 050	
	18	8 489 426	8 957 662	9 320 145	8 282 299

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS			2018	2017
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT				
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018				
RÉSULTATS				
Revenus				
Revenus sur les placements de portefeuille	1			
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2			
Autres revenus	3			
	4			
Charges				
Créances douteuses				
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5			
Variation de la provision pour moins-value	6			
	7			
Autres charges	8			
	9			
Excédent (déficit) de l'exercice	10			
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE				
Actifs				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11			
Placements de portefeuille	12			
Débiteurs	13			
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14			
Provision pour moins-value	15	()	(
	16			
	17			
Passifs				
Créditeurs et charges à payer	18			
Revenus reportés	19			
Dette à long terme	20			
	21			
Solde du Fonds local d'investissement	22			
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
Libres	23			
Supportant les engagements de prêts	24			
Supportant les garanties de prêts	25			
	26			
Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu				
Note sur la dette à long terme				
Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts				
Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts				
Note sur les autres revenus et les autres charges				

2018 2017

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	
Excédent (déficit) de l'exercice	17	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	() (
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 008 824	737 819
Excédent de fonctionnement affecté	2	341 518	600 046
Réserves financières et fonds réservés	3	1 528 962	1 433 230
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	213 836 ) (	237 833)
Financement des investissements en cours	5	(1 615 868)	(477 189)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	23 660 484	20 348 183
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	24 710 084	22 404 256
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	888 614	666 562
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	120 210	71 257
	11	1 008 824	737 819
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Aqueduc	12	23 055	36 548
- Égout	13	155 576	216 937
- Disposition Boues	14	48 944	200 000
- Transport en commun	15	104 068	137 402
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	331 643	590 887
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
- Équilibre budgétaire	22	9 875	9 159
-	23		
-	24		
	25	9 875	9 159
	26	341 518	600 046
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Élections	27	12 500	
- Patrimoine	28	69 950	50 000
-	29		
-	30		
-	31		
	32	82 450	50 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	869 144	804 812
Organismes contrôlés et partenariats	38	32 137	32 131
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40	14 020	15 076
Montant non réservé			
Administration municipale	41	531 211	531 211
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 446 512	1 383 230
	48	1 528 962	1 433 230

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	
Autres	52 (91 974) (98 489)	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	
	54 (91 974) (98 489)	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	
Autres		
-	58 () ()	
-	59 () ()	
	60 (91 974) (98 489)	
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	
Autres		
-	66 () ()	
-	67 () ()	
	68 () ()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	
Autres		
- Autres	72 (121 862) (139 344)	
-	73 () ()	
	74 (121 862) (139 344)	
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 (213 836) (237 833)	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	71 795	117 614
Investissements à financer	83 (	1 687 663 ) (	594 803)
	84	(1 615 868)	(477 189)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	27 507 872	25 097 497
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	27 507 872	25 097 497
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	27 507 872	25 097 497
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	5 603 717 ) (	6 953 532)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	4 348 ) (	5 122)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 608 066	2 070 501
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	153 116	139 344
	98 (	3 846 883 ) (	4 748 809)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	505 ) (	505)
	100 (	3 847 388 ) (	4 749 314)
	101	23 660 484	20 348 183

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	(132 304)	(134 614)
Charge de l'exercice	(78 729)	(83 695)
Cotisations versées par l'employeur	96 206	86 005
Actif (passif) à la fin de l'exercice	<u>(114 827)</u>	<u>(132 304)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	3 973 096	3 950 132
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	(4 148 016)	(4 006 773)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	(174 920)	(56 641)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	60 093	(75 663)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	(114 827)	(132 304)
Provision pour moins-value	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	<u>(114 827)</u>	<u>(132 304)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	3 973 096	3 319 886
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	(4 148 016)	(3 376 528)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	<u>(174 920)</u>	<u>(6 696 414)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	165 484	169 925
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	165 484	169 925
Cotisations salariales des employés	(85 344)	(92 290)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	80 140	77 635
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	(4 373)	5 495
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime		
Variation de la provision pour moins-value		(5 495)
Autres		
-		
-		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	<u>75 767</u>	<u>76 930</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	240 233	224 737
Rendement espéré des actifs	(237 271)	(217 972)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	<u>2 962</u>	<u>6 765</u>
Charge de l'exercice	<u>78 729</u>	<u>83 695</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	(21 853)	299 694
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(237 271)	(217 972)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(259 124)	81 722
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	127 382	(22 826)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	141 629	145 972
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	8 605	11 554
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,05 %	5,97 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	6,05 %	5,97 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,93 %	2,98 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,20 %	2,24 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements			
		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite des employés municipaux est à cotisations déterminées. Le taux de cotisation des employés syndiqués est de 7.5% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 7.5%. Pour le personnel cadre, le taux de cotisation des employés est de 6% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 6.5% pour le personnel cadre ayant moins de 3 années d'ancienneté et de 7.5% pour le personnel ayant plus de 3 années d'ancienneté.

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111	67 026	60 188
	112	67 026	60 188

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113

Description des régimes et autres renseignements

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

requis. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	3 676	5 384
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	12 389	18 145
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	6 253	
	119	18 642	18 145

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalizations	Réalizations	Réalizations
TAXES	2018	2018	2018	2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	5 114 874	5 153 685	4 962 740
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 114 874	5 153 685	4 962 740
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	277 126	288 110	258 904
Égout	11	228 600	236 782	230 074
Traitement des eaux usées	12	353 260	358 202	402 338
Matières résiduelles	13	613 225	633 210	616 809
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	27 000	31 988	31 149
Service de la dette	18	327 927	328 300	426 708
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 827 138	1 876 592	1 965 982
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 827 138	1 876 592	1 965 982
	27	6 942 012	7 030 277	6 928 722

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2018	2018	2018	2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	7 444	7 614	8 122
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	79 151	84 171	86 552
	36	86 595	91 785	94 674
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	86 595	91 785	94 674
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	86 595	91 785	94 674

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	12 517	12 517	45 189
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	10 622	11 016	34 004
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	6 107	6 107	8 071
Traitement des eaux usées	70		10 722	19 407
Réseaux d'égout	71	9 810	10 132	11 648
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	67 422	80 266	76 082
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75	3 390	3 390	
Autres	76	3 240	3 240	
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			2 365
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	9 455	19 643	17 921
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	15 000	20 024	28 725
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	118 416	166 335	243 412

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2018	2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	51 238	51 238	
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	124 051	124 051	242 660
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(7 426)	(7 426)	66 606
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			32 466
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	167 863	167 863	341 732

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	107 863	108 077	108 077
Fonds de développement des territoires	136			108 701
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139	315	315	315
	140	108 178	108 392	109 016
TOTAL DES TRANSFERTS	141	226 594	442 590	694 160

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146		61 049	40 562
Sécurité incendie	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150		61 049	40 562
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	4 697	4 679	4 628
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	4 697	4 679	4 628
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	132 914	136 811	136 811
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	4 576	21 839	4 576
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	137 490	158 650	4 576
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	142 187	163 329	224 378
				49 766

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	184			
Évaluation	185			
Autre	186	24 147	40 193	29 051
	187	24 147	40 193	29 051
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189	40 000	49 540	42 595
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192	40 000	49 540	42 595
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195	3 600	7 920	6 252
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201	3 600	7 920	6 252
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			200
Traitement des eaux usées	204	49 667	58 679	
Réseaux d'égout	205	26 000	28 576	28 667
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206	2 250	8 895	6 065
Matières recyclables	207			
Autres	208	2 500	2 756	3 041
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	80 417	98 906	37 973
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	215 395	216 888	208 769
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	500	5 583	1 584
Autres	224	10 000	8 585	10 586
	225	225 895	231 056	220 939
Réseau d'électricité	226			
	227	374 059	427 615	336 810
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	516 246	593 314	386 576

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	37 370	31 620	27 605
Droits de mutation immobilière	230	362 000	484 363	458 662
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	399 370	515 983	486 267
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	5 000	6 076	104 220
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235	10 000	21 105	21 929
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	57 220	86 020	89 376
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	(18 508)	(18 998)	(660)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240	2 441 928	2 441 928	
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242	16 000	16 000	8 915
Autres contributions	243	245 043	245 043	35 000
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	39 332	39 611	155 248
	246	2 723 795	2 723 584	198 503
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	148 339	148 203		148 203	148 203	148 624
2	13 830	3 769		3 769	3 769	40 712
3	477 377	476 538		476 538	476 538	441 129
4	242 724	241 703		241 703	241 703	188 687
5	12 270	13 795		13 795	13 795	32 379
Autres						
- Autres	365 773	384 039	56 244	440 283	440 283	452 289
-						
8	1 260 313	1 268 047	56 244	1 324 291	1 324 291	1 303 820
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
9	1 408 791	1 415 787		1 415 787	1 451 500	1 458 304
10	304 517	354 888	59 994	414 882	414 882	363 814
11	47 052	60 635		60 635	60 635	73 630
12	29 208	28 339		28 339	28 339	25 870
13	1 789 568	1 859 649	59 994	1 919 643	1 955 356	1 921 618
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	695 386	485 020	219 755	704 775	704 775	718 965
Enlèvement de la neige	356 064	376 387		376 387	376 387	355 146
Éclairage des rues	59 296	58 389		58 389	58 389	53 559
Circulation et stationnement	30 500	29 856	250	30 106	30 106	53 714
Transport collectif						
Transport en commun	388 032	373 495	1 107	374 602	374 602	419 249
Transport aérien						
Transport par eau						
Autres						
22	1 529 278	1 323 147	221 112	1 544 259	1 544 259	1 600 633

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalisations 2018	Réalisations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	215 203	256 685	12 019	268 704	268 704
Réseau de distribution de l'eau potable	24	136 516	242 346	205 673	448 019	448 019
Traitement des eaux usées	25	351 192	518 455		787 201	313 905
Réseaux d'égout	26	168 830	211 982	280 024	492 006	459 074
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	106 231	308 361		308 361	102 642
Élimination	28	113 615	103 123		103 123	112 126
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	135 704	136 444	7 995	144 439	145 223
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	154 234	157 975		157 975	211 957
Traitement	32	52 884	50 110		50 110	
Matériaux secs	33	40 500	32 949		32 949	36 761
Autres	34	21 473	13 484	1 811	15 295	14 337
Plan de gestion	35	5 360	5 003		5 003	4 904
Autres	36					
Cours d'eau	37	31 992	3 630		3 630	19 174
Protection de l'environnement	38	34 390	25 199		25 199	26 916
Autres	39					
	40	1 568 124	2 065 746	507 522	2 573 268	2 842 014
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	52 954	52 772		52 772	52 968
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	52 954	52 772		52 772	52 968
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	341 247	354 677	5 830	360 507	334 599
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	25 200	5 330		5 330	350
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	2 000	331		331	
Tourisme	49	5 930	16 044		16 044	9 010
Autres	50					
Autres	51					
	52	374 377	376 382	5 830	382 212	343 959

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2018	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	46 969	68 394	68 394	68 394	56 894
Patinoires intérieures et extérieures	54	67 855	67 701	3 589	71 290	75 710
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	359 473	371 746		371 746	331 184
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	223 492	217 924	138 303	356 227	303 058
	60	697 789	725 765	141 892	867 657	766 846
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	154 297	154 534	2 099	156 633	163 551
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	2 500	2 575		2 575	780
Autres ressources du patrimoine	64	3 179	4 079		4 079	2 632
Autres	65					
	66	159 976	161 188	2 099	163 287	166 963
	67	857 765	886 953	143 991	1 030 944	933 809
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	131 302	129 005		129 005	166 637
Autres frais	70		1 075		1 075	35 227
Autres frais de financement	71					
Avantages sociaux futurs	72	200	193		193	6 763
Autres	73	131 502	130 273		130 273	208 627
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75		925 545	994 693 (	994 693)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 061 437	1 061 437	690 283
Usines de traitement de l'eau potable	2			174 586
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	1 088 288	1 088 288	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 021 323	1 021 323	693 817
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			105 961
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	160 955	160 955	375 994
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	465 793	465 793	911
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15		1 236	18 789
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	187 521	237 755	15 539
Ameublement et équipement de bureau	18	11 724	17 965	17 564
Machinerie, outillage et équipement divers	19	41 943	48 892	68 618
Terrains	20	11 500	11 500	2 500
Autres	21			
	22	4 050 484	4 115 144	2 164 562

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	251 893	251 893	690 283
Usines de traitement de l'eau potable	24			174 586
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	12 525	12 525	
Autres infrastructures	27	625 657	625 657	1 175 772
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	809 544	809 544	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	1 075 763	1 075 763	
Autres infrastructures	32	556 621	556 621	
Autres immobilisations	33	718 481	783 141	123 921
	34	4 050 484	4 115 144	2 164 562

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	671 062		349 166	321 896
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 185 837	(51 236)	487 752	3 646 849
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 856 899	(51 236)	836 918	3 968 745
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 500 586	51 236	432 586	1 119 236
Organismes municipaux	10	569 915		81 085	488 830
Autres tiers	11				
	12	2 070 501	51 236	513 671	1 608 066
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	31 254			31 254
	14	2 101 755	51 236	513 671	1 639 320
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 101 755	51 236	513 671	1 639 320
	19	6 958 654		1 350 589	5 608 065
Dettes en cours de refinancement	20 ()		()
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	6 958 654		1 350 589	5 608 065

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	4 664 200
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 687 663
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	1 287 687
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres	13	
--------	----	--

-	14	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 064 176
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

16	643 324
----	---------

Endettement net à long terme	17	5 707 500
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	28 696
---------------------------	----	--------

Autres organismes	20	590 861
-------------------	----	---------

Endettement total net à long terme	21	6 327 057
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

24	
----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 327 057
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	95 786	92 765	92 765	17 185
Sécurité publique					
Police	4	1 408 791	1 415 787	110 968	100 497
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6	1 010	1 986	1 986	1 010
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	358 193	348 368	348 368	322 686
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	325 362	476 416		(48 692)
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13	1 992	1 656	1 656	1 992
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	52 954	52 772	52 772	
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	27 676	29 166	29 166	15 669
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	2 271 764	2 418 916	637 681	410 347

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Rémunération	1	8 577	
Charges sociales	2	2 220	
Biens et services	3	4 039 687	1 456 052
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 050 484	1 456 052

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
1	Cadres et contremaîtres	7,00	34,00	12 565,00	504 791	103 513	608 304
2	Professionnels						
3	Cols blancs	10,00	34,00	17 699,00	387 047	85 315	472 362
4	Cols bleus	6,00	39,00	13 095,00	345 443	60 570	406 013
5	Policiers						
6	Pompiers	27,00	4,00	5 207,00	218 526	27 713	246 239
7	Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8		50,00		48 566,00	1 455 807	277 111	1 732 918
9		7,00			106 850	29 031	135 881
10		57,00			1 562 657	306 142	1 868 799

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
11	Transport en commun				
	Eau et égout				
	Approvisionnement et traitement de l'eau potable			(7 426)	(7 426)
12		6 107			6 107
13	Réseau de distribution de l'eau potable				
14	Traitement des eaux usées	10 132			10 132
15	Réseaux d'égout	258 488	51 184	124 105	433 777
16	Autres				
17		274 727	43 758	124 105	442 590

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	193	
	4	193	
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	4 140	6 981
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	4 140	6 981
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	16 450	13 798
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	16 450	13 798
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	26 499	24 119
Réseau de distribution de l'eau potable	17	24 317	31 134
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	23 067	30 027
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	2 832	3 511
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	76 715	88 791
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	32 775	21 357
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	32 775	21 357
Réseau d'électricité			
	40		
	41	130 273	130 927

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Benoît Proulx, maire	25 925	12 963
Nicolas Villeneuve, conseiller	7 734	3 867
Michel Thorn, conseiller	7 900	3 945
Louis-Philippe Marineau, conseiller	7 734	3 867
Régent Aubertin, conseiller	9 596	4 791
Alexandre Dussault, conseiller	9 380	4 689
Marie-Josée Archetto, conseillère	7 817	3 905

Note

Le maire a reçu de la MRC, 6000.02\$ en rémunération et 2,999.88\$ en allocation de dépenses. Ces montants sont inclus dans les cases ci-haut.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 400 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2	3 X	4

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 X	6
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	7 089 \$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 X	9

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13 _____	\$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16 _____	31 580 \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19 _____	14 138 \$
b) autres formes d'aide	20 _____	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21 _____	
Facteur comparatif de 2018	22 _____	
Valeur uniformisée	23 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver
- b) Dépenses d'investissement
- c) Total des frais encourus admissibles
- d) Description des dépenses d'investissement :

25 \$

26 \$

27 \$

28 \$

- e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution
b) Date d'adoption de la résolution

29

30

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au secrétaire-trésorier de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (ci-après la «municipalité») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'«état»).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les «exigences légales»).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état» du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2019-06-21

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	7 030 277
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	184 829
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	31 988
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	6 813 460

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	837 782 300
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	848 768 900
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	843 275 600

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 ,

8080

 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	5 294 217
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	5 294 217

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	316 046
Égout	11	238 140
Traitement des eaux usées	12	315 450
Matières résiduelles	13	625 265
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	31 000
Service de la dette	18	290 836
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 816 737
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 816 737
	27	7 110 954

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	7 614
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	84 125
	9	91 739
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	91 739

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	91 739

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Taxes sur la valeur foncière	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58
Valeur locale imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locale	59	X 60	% 61	62 (.....	63 (.....	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 1 1 5 , 0 0 \$
Égout	2 9 0 , 0 0 \$
Eau et égout	3 , \$
Traitement des eaux usées	4 1 5 0 , 0 0 \$
Matières résiduelles	5 2 0 5 , 0 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 7-2003	37,0000	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (26%)	10,6383	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (74%)	67,1782	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (26%)	6,0089	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (74%)	38,8153	7	par unité d'évaluation
Règlement 11-2002	165,3939	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2003	2,6074	3	
Règlement 12-2004	3,2920	3	
Règlement 20-2006 eau potable	374,9900	7	par unité d'évaluation
Règlement 20-2006 égout	308,5500	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2013 (48e avenue)	680,0000	7	par unité d'évaluation

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	7 110 954
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	188 519
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	31 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	6 891 435

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE	11	847 642 867
---	----	-------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)	12	<div><div>0</div><div>8130</div></div> /100 \$
---	----	--

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES

RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Immeubles non résidentiels		Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	462 102	59 632		147 711	98 711	389 718
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	7 720	917		5 320	1 511	10 303
Autres	5	102 348	6 582		8 850	50 905	22 140
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	572 170	67 131		161 881	151 127	422 161

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

S64

<i>Non audité</i>	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9 4 134 973	1 370		5 294 217
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12 252 799		12 266	290 836
Autres	13 1 229 602	35 524	38 950	1 494 901
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16 5 617 374	36 894	51 216	7 079 954

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
 QUESTIONNAIRE
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	298 673 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	8 548 164 \$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	624 109 \$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	133 463 \$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	2018-12-10

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Stéphane Giguère , atteste que le rapport financier consolidé
de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2019-07-02.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Saint-Joseph-du-Lac.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Joseph-du-Lac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Saint-Joseph-du-Lac détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-06-27 13:27:03

Date de transmission au Ministère : 2019/07/03